

NOS LIBERTÉS ET LA DÉMOCRATIE EN DANGER

Nous vivons un moment grave d'attaques répétées contre la démocratie, contre l'état de droit, contre les libertés publiques au moment où la crise sanitaire rend très difficile la construction d'une mobilisation d'ampleur.

Malgré des années de dénonciations et de visibilisation des violences policières quotidiennes dans les quartiers populaires, généralisées contre les manifestant.es, aucune mesure n'a été prise pour les arrêter. Au contraire, après les avoir constamment niées, aujourd'hui la loi de "sécurité globale" va renforcer l'impunité policière et rendre plus difficile le fait de filmer les violences policières. Mais derrière c'est toute une société de la surveillance quotidienne que cette loi, complétée par le schéma national du maintien de l'ordre sorti en septembre veut imposer, renforcée par les drones, les caméras et les logiciels de reconnaissance faciale qui continuent de se développer.

Si le gouvernement développe son arsenal répressif et sécuritaire, ce n'est pas par hasard. C'est le meilleur moyen pour lui d'essayer de contenir la contestation et les luttes sociales, féministes, antiracistes ou écologistes. Le calcul est vite fait : face aux licenciements, à la croissance massive du chômage et des inégalités, à l'explosion de la pauvreté, aux contestations des dominations, le gouvernement se donne les outils pour surveiller et réprimer un maximum, pour casser les contre-pouvoirs.

Les mesures se suivent de semaines en semaines et semblent faire glisser la France vers la situation des pays autoritaires et sous dictatures où les mobilisations sociales, les manifestations, les grèves sont rendues difficiles, voire impossibles. Alors même que le gouvernement se drape des "valeurs de la République" pour préparer une loi qui va stigmatiser les musulman-es et atteindre à la liberté d'association.

Combien de personnes aujourd'hui hésitent à venir en manifestation face au déchaînement de violences que subissent les manifestant.es ? Et dans les universités, les occupations peuvent maintenant conduire à un an de prison !

Les dérives se multiplient. C'est une ambiance générale d'autoritarisme qui s'installe : Déjà des syndicalistes de l'hôpital de Brest se sont vu.es bloqué.es physiquement par des policiers dans leurs locaux le 20 novembre pendant que le Premier Ministre pouvait "visiter" tranquillement.

Les mesures liberticides et sécuritaires vont avec le projet de casse et de destruction des services publics. La privatisation des biens communs s'accompagne du renforcement des forces de polices. Dans le même temps, le patronat et les hiérarchies administratives mènent une politique de répression contre les syndicalistes.

L'Union syndicale Solidaires appelle le gouvernement à renoncer à ces mesures et l'ensemble des travailleuses et travailleurs et de la population à réagir face à ces attaques. Il faut dans l'immédiat échanger sur les lieux de travail, montrer ce qui est en train de se passer, participer aux rassemblements et mobilisations qui viennent pour bloquer le projet de loi sécurité globale et toutes les autres attaques liberticides à venir.